

Compte rendu de la réunion du 7 avril 2014 présentant le projet de valorisation patrimoniale des anciennes installations militaires de dissuasion nucléaire du plateau d'Albion

La réunion a lieu à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse.

Présents : Yannick BLANC (préfet de Vaucluse), André CARAVA (sous-préfet de Vaucluse), Philippe OBERT, vice-président du Conseil scientifique (UAPV - Laboratoire de Pharm-Écologie cardiovasculaire), Claude AGNEL, directeur de publication de la revue *Le Pays d'Apt*, Jean-Paul BARRIÈRE, responsable scientifique du Corpus Mondes de l'industrie et du travail au sein du Consortium Archives des mondes contemporains (Université de Besançon – Laboratoire des Sciences historiques), Bruno BERTHERAT, porteur du projet de valorisation patrimoniale (UAPV - Centre Norbert Elias), Daniel BOYER, ingénieur de recherche au LSBB, Lucie DAGORNE, chargée d'étude en architecture au Parc naturel régional du Luberon, Sylvie DENANTE, adjointe au conseiller pour l'architecture et les espaces protégés à la DRAC PACA, Marc EL-BÈZE, directeur de la SFR Agorantic (UAPV - CERI), Méline FAVRE, porteuse du projet de valorisation patrimoniale du plateau d'Albion (UAPV), Marion FONTAINE, responsable des travaux de recherche historiques sur le plateau d'Albion (UAPV - Centre Norbert Elias), Solange FOUVET, directrice de l'association SIRENE, Stéphane GAFFET, directeur du LSBB (CNRS), Rosine LHEUREUX, chargée de mission pour les partenariats scientifiques aux Archives nationales, Denis LOUCHE, directeur de la DRAC PACA, Christine MARTELLA, directrice des Archives départementales de Vaucluse, Bruno MASSAL, secrétaire de l'association SIRENE, Frédéric MONIER, coordonnateur du projet SHS concernant le plateau d'Albion (UAPV - Centre Norbert Elias), Natalie PETITEAU, directrice du département d'histoire (UAPV - Centre Norbert Elias), Martine SAINTE-MARIE, directrice adjointe des Archives départementales de Vaucluse, Serge WOLIKOW, responsable scientifique du Consortium Archives des mondes contemporains (Université de Bourgogne - Centre Georges Chevrier).

Excusés : Patrick COHEN, chargé de mission Paysage, urbanisme, architecture, patrimoine bâti (Parc naturel régional du Luberon), Denis DECLERCK, directeur adjoint de la DRAC PACA, Michel DIAMENT, directeur scientifique adjoint Sciences de la Terre de l'Institut national des sciences de l'Univers (CNRS), Stéphane DURAND, responsable de l'équipe HEMOC (UAPV – Centre Norbert Elias), Suzanne DE CHEVEIGNÉ, directrice du Centre Norbert Elias (CNRS), Laëtitia LASAGESSE, responsable de projets de transfert en sciences humaines et sociales (SATT – Sud-Est), Marie-Sylvie POLI, directrice-adjointe de la SFR Agorantic (UAPV – Centre Norbert Elias), Christian TILATTI, conservateur en chef du musée de l'Air et de l'Espace, Pierre-Louis SUET, doyen de l'UFR SHS (UAPV - Centre Norbert Elias).

Début de la réunion : 14H ; fin de la réunion : vers 15h30.

Après l'accueil de M. le préfet de Vaucluse et de M. le sous-préfet d'Apt par le président de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse et l'ouverture de la réunion par M. le préfet, qui souligne l'importance du site pour l'État, les organisateurs de la réunion, Bruno Bertherat et Méline Favre, prennent successivement la parole pour présenter le projet.

Le projet de valorisation patrimoniale du plateau d'Albion est porté par deux structures, le laboratoire souterrain à bas bruit (LSBB), dirigé par Stéphane Gaffet, et l'équipe HEMOC du Centre Norbert Elias, qui regroupe des historiens de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse : Frédéric Monier pour la coordination du projet, Marion Fontaine pour la recherche historique et Bruno Bertherat pour la valorisation patrimoniale. Ce sont ces deux structures qui organisent la réunion d'aujourd'hui avec l'aide du département d'histoire et de l'UFR SHS-ip. La mise en œuvre du projet est assurée par Méline Favre, diplômée du master Patrimoine et archives historiques. Les prémises du projet remontent à fin 2010 ; une étape importante a été la labellisation au Patrimoine du XX^e siècle par la DRAC PACA

en juillet 2013 (dossier préparé et présenté en CRPS par Méline Favre dans le cadre de son stage à la DRAC PACA).

L'histoire récente du plateau d'Albion est rappelée brièvement. Il s'agit du seul site fixe de la force de dissuasion nucléaire française et d'un témoignage majeur du temps de la Guerre froide. Le système SSBS a été conçu pour résister à une attaque nucléaire et effectuer des tirs de représailles. Il s'inscrit dans le cadre du programme de frappe nucléaire voulu par le général de Gaulle, président de la République française, au début des années 1960. Le site a été opérationnel de 1971 à 1996 et s'étendait sur trois départements : la Drôme, le Vaucluse et les Alpes-de-Haute-Provence. Le système était composé de deux postes de conduite de tir (PCT) souterrains, situés à Rustrel (84) et Reilhanette (26), qui commandaient 18 zones de lancement de missiles nucléaires déployées sur le plateau. L'installation des militaires sur le plateau fut un bouleversement sur le plan économique et social pour le territoire.

Une partie des anciennes installations militaires, le PCT1 situé à Rustrel, a été reconvertie en laboratoire de recherche pluridisciplinaire, le LSBB, Laboratoire à bas bruit, dès 1997, en raison du caractère exceptionnel de ses galeries. Cette reconversion a été rendue possible grâce à l'armée de l'Air, aux collectivités territoriales et institutions de l'État (Communauté de communes des Pays d'Apt, département et région) et aux acteurs scientifiques. Le PCT1 a été concédé à la Communauté de communes des Pays d'Apt en 1997 qui l'a laissé sous forme de bail au CNRS. Il faut citer également l'installation sur l'un des silos d'un observatoire astronomique par l'association SIRENE (Silo Réhabilité pour Nuits Étoilées) depuis 2001.

En ce qui concerne la mise en valeur patrimoniale, de nombreuses actions ont déjà été menées par le LSBB dans le cadre de la Fête de la science et des Journées du patrimoine, par SIRENE dans le cadre des visites de l'observatoire, par la publication d'un volume d'*Études vauclusiennes* sur le LSBB en 2012 et enfin par l'obtention du label Patrimoine du XX^e siècle en juillet 2013 pour les éléments les plus significatifs de l'ancien dispositif militaire, situés dans le département de Vaucluse et le Parc naturel régional du Luberon : le PCT1, investi par le LSBB, l'antenne, à l'aplomb du LSBB, et le silo de lancement 1.2 occupé par SIRENE. Des objets-témoins sont conservés au sein du musée de l'Air et de l'Espace, y compris dans les réserves. Sans incidence juridique et financière, la labellisation est la reconnaissance du caractère exceptionnel du site. Sur le plan international, un seul témoin de la Guerre froide est inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, il s'agit du site d'essais nucléaires de l'atoll de Bikini situé sur les îles Marshall dans l'Océan Pacifique.

Le projet de valorisation patrimoniale regroupe quatre grands domaines : l'histoire et les sciences humaines et sociales, les archives, les sciences et le patrimoine naturel. Le but n'est pas de faire une histoire purement technique et militaire, mais d'ouvrir la recherche sur plusieurs dimensions : une histoire aux échelles locale et territoriale (une histoire des liens entre la population civile et la population militaire : mémoire de recherche soutenu en 2012 sur *Le quotidien des militaires du plateau*) et nationale (une histoire de la dissuasion nucléaire) ; une approche plurielle (pour saisir les dimensions sociales,

culturelles, politiques de l'histoire du plateau d'Albion : formes de contestation, de consentement, pratiques professionnelles des militaires); un élargissement chronologique avec l'histoire des reconversions d'un territoire (thèmes : gestion de l'installation et du démantèlement, enjeux mémoriels ; une histoire sur la longue durée, à savoir les vies multiples d'un territoire). Cette approche historique doit être évidemment croisée avec d'autres approches disciplinaires (la géographie, la sociologie, les sciences de l'information et de la communication notamment).

Quant aux archives, elles font partie du patrimoine du plateau d'Albion. Ce sont les archives papiers conservées au LSBB (données textuelles et plans) et qui lui appartiennent désormais et sont utilisées pour la gestion des droits et la maintenance des équipements. Le projet est de mettre en œuvre l'inventaire et la conservation numérique des archives avec l'expertise et le soutien du Consortium national Archives mondes contemporains et plus particulièrement le pôle Monde de l'entreprise, de l'industrie et du travail industriel. Ces archives font elles-mêmes partie d'un ensemble de sources dont certaines doivent être constituées (rassemblement de témoignages des acteurs de la vie plateau d'Albion, militaires, civils, sous forme de données sonores, voire de films ; prospection des archives restées à la base militaire de Saint-Christol). Il y a enfin les archives déjà classées dans les dépôts d'archives (Archives départementales de Vaucluse en particulier pour les archives du cabinet du préfet, archives municipales d'Apt, de Rustrel, Archives de la Défense).

Ce projet a aussi pour but d'intégrer les sciences et le patrimoine naturel, notamment par le biais de la vulgarisation de la recherche scientifique : présenter les grands travaux en cours du LSBB, sensibiliser le jeune public à la culture scientifique au moyen d'ateliers pluriannuels. Les visites organisées par l'observatoire SIRENE sont un autre moyen d'aborder les sciences. Ce projet de vulgarisation des sciences devrait permettre de développer des synergies entre les SHS et les sciences du monde naturel. Enfin, la richesse du patrimoine naturel du plateau (faune et flore) devrait être prise en compte. Ainsi des randonnées pédestres pourraient être organisées autour du thème de l'histoire et du patrimoine naturel, patrimoine déjà mis en valeur par une association de spéléologie.

En conclusion, la vocation du projet est de rassembler ces quatre grands domaines autour de la création d'un centre virtuel de connaissances, une plateforme numérique. Pourraient être ainsi créés un musée virtuel, un webdocumentaire, une visite virtuelle des galeries, difficiles d'accès, et enfin éventuellement un lieu physique d'exposition (situé à Rustrel, Apt ou Lagarde d'Apt). Un nom provisoire a été trouvé pour ce projet, « Albion 2.0 », associant numérique et territoire.

La deuxième partie de la réunion est consacrée au débat ; elle est animée par M. le préfet de Vaucluse, qui demande des précisions sur les structures partenaires du projet. Bruno Bertherat revient sur les institutions qui ont accompagné la mise en œuvre du projet : la DRAC qui a piloté et encadré le montage du dossier de labellisation DRAC ; la SFR Agorantic qui joue un rôle important dans la réflexion sur le processus de numérisation et a apporté une contribution financière au stage de Méline

Favre dans le cadre du projet de labellisation ; le Consortium qui apportera une expertise double, sur les archives et sur la numérisation ; le musée de l'Air et de l'Espace qui est vivement intéressé par le projet (les contacts en sont à leur début) ; l'observatoire SIRENE qui a joué un rôle pionnier dans la valorisation du site et qui est désireux d'accompagner le projet actuel ; le Parc naturel régional du Luberon, ouvert au lien entre patrimoine humain et patrimoine naturel.

Claude Agnel remarque l'absence du logo de la Communauté de communes des Pays d'Apt, propriétaire des lieux, qui a pourtant joué un rôle moteur dans la reconversion du site du plateau d'Albion, et évoque la question du lieu où doit être installé le futur lieu d'exposition. Bruno Bertherat répond qu'une réunion informelle a été organisée à Apt, au siège du Parc naturel régional du Luberon, en février 2013 pour présenter le projet de labellisation, où étaient présents des représentants de la Communauté de communes des Pays d'Apt et des mairies d'Apt et de Rustrel et qu'on a voulu distinguer la réunion technique d'aujourd'hui d'une réunion politique qui devrait être organisée dans les mois qui viennent.

Christine Martella intervient ensuite en tant que représentante locale du monde des archives pour demander si une décision a été prise concernant la localisation des archives du LSBB, car cela implique des serveurs, du personnel.

Frédéric Monier précise que la valorisation patrimoniale du site est liée à des contraintes (principalement l'impossibilité de visiter les galeries en raison des expérimentations qui s'y déroulent) et que le numérique offre une bonne alternative : c'est un moyen de disposer de connaissances historiques et scientifiques à la fois localisées et internationales et d'inciter à la visite si on se dirige vers un projet muséographique. Il ne s'agit pas de « déterritorialiser » un projet qui est un atout pour le territoire.

Serge Wolikow rappelle l'atout du projet qui explique son intégration dans le Consortium il y a deux ans : ce projet s'appuie sur deux laboratoires et un projet scientifique. Le but est de travailler avec les archives, départementales et nationales, avec celles du ministère de la Défense, dans le cadre du Consortium, sur la production d'outils numériques. Il s'agit de constituer des corpus, ce processus allant jusqu'à la valorisation territoriale. Il ne peut y avoir de valorisation que scientifique et pas seulement culturelle. Le thème de la reconversion scientifique est tout à fait important. Avant de réfléchir au musée virtuel, il faut mettre en place un outil d'accompagnement de type blog, site web, apportant des informations permettant à tous les partenaires de s'y retrouver, sachant que la direction scientifique est assurée par les laboratoires et l'Université. Dans le cadre du Consortium, il y a déjà des exemples de coopération avec des archives industrielles (les archives Schneider en particulier) et il y a des choses intéressantes sur l'histoire des industries et des techniques (par exemple, sur la fibre optique). Le Consortium peut aider à la mise en place d'un dispositif informatique, même si l'UAPV dispose déjà de ressources propres.

M. le préfet remarque l'absence d'un représentant de la Direction du patrimoine, de la mémoire et des archives du ministère de la Défense. Bruno Bertherat reconnaît qu'il y a eu un oubli de sa part, mais

indique que le compte rendu de cette réunion sera communiqué à la Direction du patrimoine, de la mémoire et de archives.

Marc el-Bèze intervient pour souligner le caractère disciplinaire du projet qui avait suscité l'intérêt et le soutien de la SFR Agorantic. Il reste encore un pas à franchir, celui de l'interdisciplinarité. Il y a des passerelles possibles avec la SFR Tersys (Valorisation des produits végétaux naturels. Qualité et environnement) concernant la faune et la flore. Marc el-Bèze invite également les porteurs du projet à candidater au deuxième appel à projets de la SFR Agorantic. Il ajoute qu'il est dans l'attente du développement d'un projet concernant l'informatique : il ne s'agit pas ici pour la SFR de développer des outils, mais de trouver des projets de recherche.

Jean-Paul Barrière précise que, pour la numérisation qui serait mise en œuvre dans le cadre du Consortium, il ne s'agit pas de numériser pour numériser. La numérisation a pour but de conserver des sources fragiles dans un dialogue avec les archivistes. Mais il faut aussi faire un lien entre les archives existantes et les archives à créer (les archives orales en particulier). La vocation du Consortium est d'accompagner la mise en place d'outils en fonction de groupes de projets de recherche. Le but n'est pas d'avoir une belle vitrine.

Stéphane Gaffet est d'accord sur le principe qu'il ne s'agit pas de numériser pour seulement sauvegarder. Il y a les projets de recherche et, au-delà, il y a la dimension patrimoniale. Stéphane Gaffet souligne l'importance du projet pour la mise en valeur de la reconversion d'un site, du militaire au scientifique. En témoigne le succès des Journées du patrimoine depuis qu'elles sont organisées dans le site même (600 personnes environ chaque année) avec un public qui demande à la fois une histoire des anciennes installations militaires et des informations sur leur reconversion. L'intérêt pour l'histoire du site débouche sur un intérêt pour les sciences telles qu'elles sont pratiquées aujourd'hui sur le site.

Frédéric Monier remarque qu'il y a des perceptions différentes selon les laboratoires, selon les disciplines, de ce qui est recherche scientifique et de ce qui est valorisation. Ce qui a été présenté est une synthèse provisoire en essayant de respecter ces perceptions différentes. Il s'agit de distinguer ce qui est la recherche scientifique et ce qui est pour nous actions de valorisation, de diffusion des résultats, de mise en valeur d'un patrimoine, de labellisation. Il faut donc trouver les bons outils, le bon calendrier pour affiner le projet qui sera présenté aux élus.

Claude Agnel rappelle l'urgence de constituer des archives orales et revient brièvement sur l'histoire du site, sur les enjeux de mémoire et sur la reconversion du site. À cette occasion, Claude Agnel souligne que la reconversion a été aussi militaire avec l'installation de la Légion étrangère.

Mélaine Favre revient sur le rôle de la plateforme numérique qui est de regrouper tous les acteurs autour d'un projet virtuel. Le territoire est très étendu. Il y a beaucoup de communes, trois départements et de nombreux laboratoires de recherche.

Denis Louche prend la parole pour souligner la grande originalité du projet, soutenu depuis le début par la DRAC PACA. C'est un projet historique autour de la Guerre froide. C'est un projet de

mémoire et il y a urgence. C'est un dossier du ministère de la Défense, c'est aussi un dossier du ministère de la Culture et éventuellement d'autres ministères. C'est aussi un projet scientifique, dont la particularité est qu'il apparaît au moment où le projet militaire devient obsolète. C'est un projet global enfin qui fait intervenir des problématiques de site. Dans la manière dont il a été labellisé, on ne peut que noter sa cohérence, puisque la stagiaire qui a préparé le dossier de labellisation a préparé le dossier de candidature qui a été approuvé avec un avis favorable à l'unanimité. Néanmoins, pour aller plus avant, en tenant compte de la diversité des partenaires, il faut développer une coordination pour avoir une entité connue pour faire avancer l'ensemble du projet.

Christine Martella revient sur la question des archives. En ce qui concerne les archives papier, elle propose de revenir sur le site pour voir plus précisément ce qui lui a été montré rapidement le matin même lors de la visite du LSBB. Le travail d'archives ne peut être confié à un stagiaire (dans le cadre du master Patrimoine et archives historiques) sans encadrement. Il y a le problème de la distance. Une première démarche d'identification peut en tout cas être faite pour établir ensuite un protocole pour un stagiaire qui pourrait être financé (Jean-Paul Barrière répond que c'est possible du côté du Consortium). Il y aurait donc deux phases : une phase d'identification et une phase de construction de l'instrument de recherche avec possibilité de mise en ligne. Il faudrait peut-être aussi prendre contact avec le Service historique de la Défense. La constitution d'un inventaire, d'un guide des sources est intéressante. En résumé, les Archives départementales acceptent de participer avec le Consortium à ce projet. Il reste à préciser quel sera leur rôle.

Natalie Petiteau intervient à son tour pour souligner la nécessité de trouver une personne porteuse du projet pour que celui-ci aille plus loin, même si d'autres aspects sont importants : l'aspect financier, l'urgence de la quête des sources orales par les étudiants.

Claude Agnel indique l'existence d'un projet FEDER-LSBB qui est présenté au contrat de plan État-Région avec un coût d'objectif de 9,5 millions d'euros. Il s'agit d'améliorer le fonctionnement du laboratoire (Unité mixte de service géré par les universités de Nice, d'Avignon et le CNRS), d'en faire un outil interdisciplinaire et d'établir un lien entre la recherche fondamentale et la recherche-développement des entreprises industrielles. Ce projet est porté par les collectivités territoriales, des universités et des centres de recherche internationaux.

Reste à financer le poste. M. le préfet propose que ce poste soit financé par le Conseil général dans le cadre de la prochaine négociation du contrat de plan. Outre le poste de chargé de mission, il faudrait rapidement créer un comité de pilotage et un comité scientifique élargi où serait présente l'Université.

Philippe Obert intervient pour dire que l'Université soutient le projet dans ses dimensions scientifiques et patrimoniales, qui correspond à l'un des deux axes identitaires de l'Université, Culture, patrimoine et sociétés numériques. Il convient de la nécessité de déterminer un vrai comité de pilotage avec un regard scientifique au sens large au delà des SHS (voir la SFR Tersys) et un chargé de projet.

Cependant, dans le contexte actuel, ce chargé de mission devra être trouvé avec l'appui des collectivités territoriales.

Bruno Bertherat pense que Méline Favre pourrait être la chargée de mission, compte tenu de sa connaissance du dossier, qu'elle suit depuis deux ans, et des acteurs de terrain. Cette proposition suscite l'unanimité. Serge Wolikow précise qu'il est très important pour la visibilité et la réussite du projet qu'il y ait aussi un comité de pilotage et un comité scientifique avec un répondant principal au sein de l'Université. Philippe Obert fait observer que c'est aux laboratoires d'accompagner ce projet, en l'occurrence l'équipe HEMOC, le LSBB, voire la SFR Agorantic.

Marc el-Bèze revient sur les problématiques qui peuvent intéresser les informaticiens. Il évoque pour information la diversité des pratiques muséographiques des musées autour du nucléaire. Concernant la France, il serait particulièrement intéressant d'étudier le dialogue de la contestation, toute une culture qui pourrait être mise en musée. Ce pourrait être un projet fédérateur.

Après avoir constaté un consensus autour de l'ensemble du projet, M. le préfet conclut la réunion en évoquant la nécessité de mettre en place rapidement ce comité de pilotage et ce conseil scientifique qui permettraient à l'ensemble des disciplines scientifiques de continuer à se parler. Il évoque enfin le vote du calendrier du financement du poste de la chargée de mission, Méline Favre, pour assurer la coordination opérationnelle du projet. M. le préfet précise, suite à une question posée par Frédéric Monier, que le calendrier sera celui de la réalisation du futur contrat de plan État-Région. Ce projet est en outre au cœur des problématiques économiques du territoire.

Bruno Bertherat et Méline Favre